

## INTRODUCTION

Il est devenu banal, pour ne pas dire convenu, de considérer que nous sommes dans une période de mutations, c'est-à-dire de transformations majeures qui modifient nos manières de nous rapporter aux autres et à notre environnement social. De fait, chacun sent bien que nous vivons un basculement par rapport à un « avant », ou plus exactement, vis-à-vis de l'idée que nous nous en faisons. Que cela soit au cours d'échanges professionnels, de rencontres amicales ou dans le cercle familial, les occasions ne manquent pas où nous nous accordons sur un certain nombre de constats qui nous paraissent témoigner de l'achèvement d'une époque ouvrant sur des temps incertains voire menaçants. On évoque ainsi, non sans un certain désenchantement, la montée de l'individualisme, l'effritement des solidarités collectives, la panne de « sens », l'arbitraire des relations professionnelles, le manque de respect et de reconnaissance, l'accroissement des inégalités, le conformisme de la nouvelle génération, etc. Le chacun pour soi, l'effondrement des valeurs traditionnelles, la perte des repères, la disparition du métier, le délitement de la responsabilité, l'affaiblissement de l'autorité, la recherche effrénée de la concurrence, la prégnance de la rentabilité et du productivisme, apparaissent ainsi comme la marque essentielle des mutations en cours.

Nombre de chercheurs, d'observateurs, de chroniqueurs, s'interrogeant sur le devenir de notre société, s'emploient à expliciter ce qui leur apparaît comme la fin de la modernité. Quelle que soit la discipline, le courant de pensée, la position idéologique, l'accent est mis sur un monde finissant voire sur l'effondrement d'une vieille humanité. Le sentiment qui prédomine, ici, est qu'un chapitre de l'histoire de l'humanité se clôt. Il reste que les avis divergent sur l'explication de la fin de cette histoire et sur l'appréhension des conséquences qu'elle entraîne sur la société.

Pour les uns, il ne s'agit pas de la fin *du* monde mais de l'achèvement d'*un* monde laissant augurer une autre configuration dans les rapports humains... pour le meilleur et pour le pire ! C'est ce qu'entendent souligner les termes de post-modernité<sup>1</sup>, de Nouveau Monde<sup>2</sup>, de société post-

1. M. MAFFESOLI, *Le Temps des tribus*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1988; G. LIPOVETSKY, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983.

2. M. GAUCHET, *L'avènement de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2007.

industrielle<sup>3</sup>, de société de réseau<sup>4</sup>, etc., quelles que soient par ailleurs leurs différences de contenu.

Pour les autres, le dépérissement de notre société est l'indice d'une expression pathologique d'une trajectoire humaine poussée jusqu'à son paroxysme. Soit que l'on aille vers un rebroussement de la modernité aboutissant à une « régression du symbolique<sup>5</sup> », soit que l'on se dirige vers une « nouvelle économie psychique<sup>6</sup> » caractérisée, entre autres, par l'évidement de l'autorité et l'abolition des limites<sup>7</sup>.

Dans le premier cas, on compare notre société d'aujourd'hui à celle d'hier. C'est à partir de cette comparaison que l'on fait état de bouleversements. Ainsi, par exemple, on expliquera la montée actuelle de l'individualisme par un processus de personnalisation lié au développement des sociétés démocratiques qui, par une rupture à l'égard de ce qui a caractérisé la modernité, exalte le narcissisme collectif, la jouissance et la privatisation de l'autonomie. Aussi, la période actuelle est-elle appréhendée en creux par rapport à ce qui historiquement a déterminé la modernité fondée sur des principes « démocratiques-disciplinaires », « universalistes-rigoristes », « idéologiques-coercitifs », selon les termes de Lipovetsky<sup>8</sup>.

Dans le second cas, on regarde les évolutions de notre société à partir d'un cadre explicatif global qui s'intéresse au fonctionnement général de l'homme. À l'inverse de la perspective précédente, l'histoire ne constitue plus ici le socle de la démonstration, même si elle est convoquée pour l'étayer. Ainsi, en va-t-il, par exemple, lorsqu'on évoque la liquidation généralisée de l'autorité au motif que la limite qui la fonde aurait changé substantiellement<sup>9</sup>. Ce délitement de l'autorité ne serait pas, ici, une étape dans le devenir historique, mais, plus fondamentalement, le passage à une autre humanité, à une nouvelle « économie psychique » appréhendée à partir d'une théorie générale sur l'homme.

Disons-le tout net, quand bien même nous souscrivons à la nécessité de se doter d'un cadre explicatif d'ordre anthropologique pour rendre compte des mutations actuelles, nous ne partageons en aucune manière l'idée selon laquelle nous aurions affaire aujourd'hui à une nouvelle « économie psychique » témoignant d'une transformation de la « nature humaine ». Non seulement nous ne disposons d'aucune preuve scientifique sérieuse permettant d'étayer une telle affirmation, mais qui plus est, on ne peut

3. A. TOURAINE, *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris, Denoël 1969.

4. M. CASTELLS, *L'ère de l'information*. Vol. 1, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001.

5. J. BAUDRILLARD, *L'illusion de la fin ou la grève des événements*, Paris, Galilée, 1992.

6. C. MELMAN, *L'homme sans gravité. Jour à tout prix*, Paris, Denoël, 2002 ; J.-P. LEBRUN, *Un monde sans limites. Essai pour une chronique psychanalytique du social*, Ramonville-Saint-Agne, Érès, 1997.

7. C. MELMAN, 2002, J.-P. LEBRUN 1997.

8. G. LIPOVETSKY, *op. cit.*, 1983.

9. C. MELMAN, *op. cit.*, 2002.

ignorer les tendances contradictoires qui opèrent au sein de notre société au plan des relations sociales et de la régulation des désirs. Il serait faux de soutenir, par exemple, qu'il n'est plus aucune distance dans les manières de se rapporter aux autres, ni de limites dans les façons d'assouvir nos pulsions. Nous sommes loin, en effet, d'une indistinction généralisée des statuts, des places et des rôles, d'une recherche à tout va du « confusionnel » dans nos relations sociales. Nous n'avons pas davantage affaire à une absence totale de régulation de nos comportements nous entraînant dans une quête absolue de satisfaction, quel qu'en soit le prix à payer. Ces tendances existent assurément comme nous le verrons. Mais elles coexistent avec d'autres qui continuent d'établir de la frontière entre les êtres, les groupes sociaux, les classes sociales, les appartenances, les institutions, les statuts, les positions, les fonctions, les rôles, etc. De la même façon, nous continuons à contenir nos pulsions, que cela soit sur le plan sexuel, alimentaire ou à celui de la consommation des biens et services, quand bien même les incitations de tous ordres invitent à nous affranchir d'un rationnement de notre comportement.

Aussi, nous nous écartons résolument de l'explication selon laquelle les mutations actuelles sont imputables à un changement substantiel de l'homme, qui plus est d'ordre pathologique. Cette considération nous paraît céder à une difficulté à assumer la perte de quelque chose (« ce n'est plus comme avant », « tout fout le camp », « c'était autre chose dans les années 1970 », « autrefois, on avait des repères, il y avait des valeurs », etc.). D'où son caractère nostalgique qui renvoie implicitement à un passé idéalisé, à des valeurs sublimées, à un âge d'or mythique. L'expression de « désenchantement du monde » est, à cet égard, significative de cette difficulté à renoncer, à perdre l'illusion de ce à quoi l'on a cru, quel que soit par ailleurs le contenu qu'on y mette. La notion de désenchantement sous-tend, en effet, l'idée d'un monde préalablement enchanté. Or, n'y a-t-il pas lieu de reconnaître que tout enchantement est relatif au désenchantement qui le suit? Ainsi, nous rejetons l'hypothèse d'un chamboulement anthropologique qui nous conduirait, au mieux, vers une « société pathogène », au pire, vers une humanité amputée de ses ressorts les plus fondamentaux.

Aussi, cet ouvrage n'entend pas agiter le spectre de la décadence d'une société voire d'une civilisation dont l'explication serait à chercher dans un effondrement de notre rationalité humaine. Ainsi, si l'individualisme, aujourd'hui tant déploré, irrigue sans nul doute une idéologie libérale et ses différents avatars, il est faux de croire qu'il participerait à une dilution généralisée du lien social ou encore à une perversion des relations humaines orientées autrefois vers une « solidarité mécanique ». Contrairement à ce qu'affirment certains, nous pensons que l'individualisme ne débouche nullement sur une individualisation des relations sociales ou, pire encore, sur une dissolution des fondements anthropologiques par lesquels l'homme médiatise son rapport au monde.

Nous n'adoptons pas, pour autant, une attitude béate ou naïvement optimiste face à ce qui est vécu comme une crise, c'est-à-dire une période d'entre-deux annonçant des lendemains incertains voire menaçants. Cette crise nous paraît, en effet, être révélatrice d'une tendance diffuse à l'affaiblissement d'un rapport structural par lequel l'homme fonde sa spécificité culturelle en s'abstrayant de sa condition naturelle. Tendance dont on ne saurait ignorer les effets déstructurants, mais aussi les formes réactionnelles qu'il suscite. C'est précisément cette tendance à l'affaiblissement de ce rapport structural, sur laquelle nous allons bien sûr revenir, que nous désignons par le terme de dérive naturaliste, ou mieux, de *déraison naturaliste*.

Par ce terme, nous n'entendons nullement émettre un verdict définitif et général. Il s'agit, tout au plus, d'une hypothèse qui permet de fournir une grille de lecture à des phénomènes n'ayant, de prime abord, aucun lien entre eux, tels que les problèmes d'autorité dans le cadre familial ou scolaire, les pratiques d'hyperconsommation, l'affadissement des conflits de classes, la généralisation de modèles gestionnaires et managériaux de « gouvernance », la tendance à la négation de l'histoire, la recherche d'une transparence dans les organisations et les relations sociales, la délégitimation du politique, etc.

Ce travail est un essai et ne cherche donc pas à vérifier, par l'administration de preuves, ce qu'il soutient. Il relève moins ainsi de la démonstration que de la « monstration<sup>10</sup> » qui se contente d'indiquer des interprétations qui seraient à éprouver à l'aide d'enquêtes et d'observations approfondies. Ainsi, nous nous attachons à relever un faisceau d'indices qui entrent en résonnance les uns avec les autres. Nous avons la prétention de croire que c'est la mise en relation de ces indices avec des processus explicatifs, rendant compte de la dérive naturaliste, qui fait l'originalité de cet essai.

Aussi, on ne trouvera pas dans cet ouvrage de données statistiques, ni des résultats exhaustifs d'enquêtes réalisées « sur le terrain ». Il ne sera pas davantage question d'approches comparatives avec d'autres pays ou d'autres époques. Plus simplement, nous avons choisi d'illustrer notre propos en recourant à des anecdotes issues de nos entretiens, à des faits quotidiens, à l'actualité sociale et politique, que nous avons recueillis dans des ouvrages, mais aussi dans des revues, articles de presse et sur des sites internet. Souvent, notre propre expérience ainsi que celle de notre entourage professionnel, familial ou amical nous ont fourni des exemples significatifs recoupant des observations issues de travaux réalisés dans le champ des sciences humaines. Nous avons ainsi, d'une certaine façon, « humé l'air du temps » en veillant toutefois à interroger en permanence la pertinence des « faits » qu'il nous était donné de connaître au regard de notre hypothèse générale et de notre grille de lecture. Aussi, avons-nous nécessairement effectué un tri dans les innombrables exemples que nous avons glanés ici ou là. Il revient au lecteur

10. Nous empruntons ce terme à M. MAFFESOLI, *La connaissance ordinaire, précis de sociologie compréhensive*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1985.

de compléter ces illustrations en soumettant ses propres observations et sa propre expérience aux hypothèses qui vont suivre.

Deux règles méthodologiques principales ont guidé l'élaboration de ce travail. La première concerne l'exigence que nous nous sommes donnée de nous référer constamment à un modèle théorique. Nous avons la faiblesse de croire encore – bien que ce ne soit guère dans l'air du temps ! – à la nécessité de se doter d'une armature théorique solide, éprouvée scientifiquement, pour dépasser ce que Bachelard appelait les obstacles épistémologiques à commencer par celui de « l'illusion réaliste ». Nous pensons, en effet, que la réalité sociale, ou plus largement humaine, ne trouve pas son explication dans l'appréhension immédiate de phénomènes ou de faits, posés en extériorité à l'observateur comme s'ils préexistaient à sa façon d'observer. Là est précisément l'illusion : nous n'observons jamais la réalité, mais seulement la façon que nous avons de la concevoir. Aussi, toute observation implique un regard que la démarche scientifique se doit d'objectiver, c'est-à-dire d'explicitier logiquement. Et cette objectivation passe nécessairement, à nos yeux, par la référence à un ensemble cohérent de concepts et d'hypothèses, soit ce qui constitue, pour nous, un modèle théorique<sup>11</sup>. Ce choix qui est le nôtre d'asseoir notre propos sur la référence à un modèle théorique va contraindre le lecteur à effectuer des détours qui peuvent lui donner l'impression de s'écarter de l'objet traité. Mais ces détours nous paraissent une nécessité afin d'insérer cet objet dans une profondeur de champ susceptible de lui donner du relief. Nous ne procéderons pas, pour autant, à l'exposé didactique de notre modèle théorique renvoyant le lecteur désireux d'en savoir davantage à d'autres références documentaires.

L'autre règle à laquelle nous nous sommes astreints a été de dialoguer avec une diversité d'auteurs qui, avant nous, ont perçu et analysé, souvent de façon remarquable, les changements qui nous intéressent. C'est dire que l'originalité de cet ouvrage ne tient nullement au caractère inédit de nos observations. S'il y a découverte, c'est dans la manière de les ordonner et de les analyser et, au bout du compte, de poser les problèmes. Aussi, c'est la construction même de notre objet qui fait, pensons-nous, l'originalité du travail. Mais cette construction se fait en écho avec d'autres. C'est ainsi que nous n'avons pas hésité à user de références et de citations d'autres sociologues, mais aussi de psychanalystes lacaniens ou de philosophes. Ces apports d'autres horizons nous permettent, à la fois, de préciser notre pensée et de nous différencier de nos interlocuteurs. Nous souhaitons aussi, par la convocation d'autres approches, lutter contre la pensée unique actuelle qui veut, sous prétexte de pragmatisme et de modernisme, étouffer les apports de

11. On se reportera utilement ici, pour comprendre la nécessité et le rôle du modèle dans l'approche scientifique, au remarquable ouvrage de J.-C. QUENTEL, *Les fondements des sciences humaines*, Paris, Érès, 2007.

tout un héritage des sciences humaines au profit d'un néo-évolutionnisme et d'un comportementalisme mécanistes.

Si le dialogue est entrepris avec des auteurs de disciplines différentes, cet essai reste malgré tout un essai sociologique. C'est donc bien la discipline à laquelle nous nous sommes formés qui est interrogée pour éclairer la question centrale que nous nous posons. Mais notre sociologie ne doit pas être considérée comme une sociologie uniquement descriptive. Nous n'envisageons de rendre compte des phénomènes sociaux qu'avec l'ambition de détecter, au-delà de ce qu'ils donnent à voir, les processus sous-jacents qui les gouvernent. C'est précisément cette prise en compte de processus anthropologiques qui gouverne la construction de notre objet. Notre propos s'inscrit donc davantage dans une anthropo-sociologie que dans une sociologie *stricto sensu*, fût-elle compréhensive.

Puisque notre profondeur de champ est anthropologique, nous nous situons, dans un premier temps, dans le débat sur la *nature* et la *culture*. La controverse n'est bien sûr pas récente, mais elle a repris de l'ampleur ces dernières années, avec la médiatisation des travaux d'éthologues, mais aussi de biologistes (Y. Christen), d'ethnologues (P. Descola), de sociologues (B. Latour) etc. L'enjeu est pour nous d'importance, puisque toute notre conception de l'humain, donc de ses pathologies et de ses évolutions, repose, à la fois, sur la rupture anthropologique entre nature et culture et sur son articulation dialectique. Nous consacrons donc quelques pages à cette question en précisant l'importance qu'elle revêt dans notre essai.

Puis, nous focalisant sur la dimension sociologique de l'homme, nous sommes amenés à distinguer les concepts de *sujet* et de *personne*. Ce premier point pose un des fondements théoriques de notre recherche et constitue l'occasion de situer notre travail par rapport aux approches historicistes des mutations sociales. Si nous reconnaissons l'intérêt de mettre en perspective les transformations sociales que connaît une société d'une période historique à l'autre, il nous paraît tout aussi important d'en fournir une explication qui ne soit pas seulement d'ordre chronologique. L'historicisme commence, en effet, lorsque les transformations sociales sont exclusivement abordées comme la résultante logique d'une succession d'événements. Non qu'il ne faille pas prêter attention aux héritages et aux ruptures qui ponctuent le devenir historique. Mais celles-ci ne recèlent pas nécessairement un lien logique inscrit dans l'ordre historique de leur apparition. Elles peuvent être vues comme la manifestation d'une oscillation entre les deux pôles de la nature et de la culture qui trouve sa traduction sociologique dans le rapport entre ce que nous appelons le sujet et la personne. C'est dire que notre point de vue privilégie davantage la question structurale du *seuil* entre le sujet et la personne que celle de la succession historique d'événements.

Encore faut-il entendre la personne, non dans son acception psychologisante d'individualité, mais comme un principe d'institution des rapports

sociaux. Nous n'insisterons jamais assez sur ce point : la personne, non seulement ne se confond pas, ni avec l'individu, ni avec le sujet qui, selon notre définition, relèvent tous deux du registre biologique, mais qui plus est, en constitue le dépassement et même la négation. La personne est, pour nous, *l'être social* tel qu'il se manifeste dans nos multiples manières d'être, d'agir et de penser, mais aussi en tant que processus structurel qui fonde *l'identité* (l'appartenance) et *la responsabilité* (le pouvoir) au cœur de tout rapport social.

Ainsi, la structure de l'être social fonde, ici, l'architecture de notre recherche. C'est à travers le prisme de la personne et de ses deux dimensions constitutives que sont l'identité et la responsabilité que nous ordonnons des phénomènes qui semblent de prime abord disparates. Nous analysons ainsi l'aspiration outrancière à la transparence, l'éclatement des frontières de l'intime, mais aussi le libéralisme sexuel, les tendances populistes, pour ne donner que quelques exemples, comme des tendances relevant d'un effritement de l'identité. De la même façon, les simples constats sur l'absence d'autorité des parents ou des enseignants, la relativisation des compétences d'autrui, l'affaiblissement de la force ordonnatrice du politique, par exemple, prennent leur signification au regard d'un effritement des fonctions et des rôles par lesquels nous faisons jouer notre principe de responsabilité dans les relations sociales.

Il nous a semblé, au fil de notre réflexion, que la déraison naturaliste que nous cherchons à débusquer ne concerne pas seulement une transformation des rapports sociaux dans une variété de milieux sociaux. Elle nous semble avoir également une incidence sur le plan de l'appréhension et du vécu du temps et de l'espace. C'est ce qui nous conduit d'abord à examiner l'impact de la dérive naturaliste sur notre perception et notre rapport au temps. Nous montrons ainsi que celui-ci tend à être amputé de la référence à un passé qui est ravalé au rang des antiquités, tout juste passible d'une attention muséographique. Cet effacement d'une mémoire vivante se conjugue avec le déni de la dette consubstantielle à toute relation avec les prédécesseurs. Le rapport au temps se centre alors sur l'immédiateté d'un présent délesté de l'épaisseur d'une durée intégrant l'héritage d'un passé mais aussi l'anticipation d'un avenir. De la même façon, nous nous attachons ensuite aux effets de la dérive naturaliste sur la manière de concevoir et de faire du territoire et, plus largement, d'envisager et de vivre l'espace. Nous relevons à cette occasion la primauté accordée à une conception fonctionnaliste du territoire aux dépens de son vécu dans les multiples figures de la territorialité. Au niveau de la pratique de l'espace, nous relevons une tendance à sa contraction qui fait écho aux appétits fonctionnalistes qui visent à s'en assurer la maîtrise.

Dans le prolongement de cette analyse, nous nous interrogeons sur les effets de la déraison naturaliste sur quelques pans du savoir. Outre la

déferlante des neurosciences dans le champ des sciences cognitives qui tend à déboucher sur l'hégémonie d'une pensée naturaliste aux dépens des sciences de la culture, on repère une forte tendance à la valorisation du pragmatisme, de l'efficacité instrumentale du savoir recoupant, au passage, les exigences d'une économie de marché à la recherche d'une adéquation de modèles de développement et de concurrence à la réalité qu'ils sont censés façonner.

Encore s'agit-il, là, de tendances qui relèvent de notre seule capacité sociale à établir des liens sociaux, à faire société, fût-elle, ici, malmenée. Or cette capacité figure parmi d'autres modalités rationnelles qui ont tout autant d'importance. Ainsi, si l'homme est un être social, il est aussi un être logique, technique et éthique. Nous divergeons, à cet égard, des analystes pour qui l'homme est avant tout un être de langage, mais aussi d'une certaine sociologie pour laquelle l'homme se résume à ses aptitudes sociales. Il reste que si nous abordons d'autres aspects de la rationalité humaine dans cet essai, c'est toujours par le biais de leurs incidences sur le social. Ainsi, si nous abordons des situations qui témoignent d'une difficulté au plan de la régulation des désirs, ce n'est pas le processus sous-jacent à cette difficulté qui retient notre attention, mais ses effets sur la vie sociale.

Ajoutons, pour finir, que cet essai ne vise en aucune façon à constituer une doctrine, ni une quelconque morale. Du reste, nous ne prétendons nullement être étrangers aux processus que nous analysons. Que nous le voulions ou non, nous faisons partie de cela même que nous tentons d'expliquer. Notre intention est, tout au plus, de risquer quelques hypothèses sur une situation de basculement qui laisse à penser que l'on assiste à la fin d'un monde. Non pour ajouter au concert largement étendu des lamentations et des protestations qui émergent aujourd'hui du corps social, mais plus modestement pour inviter à une prise de distance sans laquelle il n'est paradoxalement pas de pouvoir sur le cours des événements. C'est le sens de notre conclusion qui met l'accent sur la nécessité actuelle d'une sorte de « *Secessio plebis* » qui en appelle moins à une résistance – qui, d'une certaine façon, conforte ce qu'elle conteste – qu'à une dissidence qui marque l'impasse de la déraison naturaliste.